

La situation économique

Je vois sourire les ministres en face tandis que nous décrivons le triste sort des économiquement faibles qui les ont élus et à qui ils doivent rendre des comptes. Alors que ces gens risquent de perdre leur emploi ou de geler cet hiver, leurs ministres, les membres de leur gouvernement sourient béatement et se moquent d'eux. Voilà une attitude absolument inacceptable dans n'importe quel régime démocratique.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Si notre pays connaît maintenant ces taux d'intérêt scandaleusement élevés c'est parce qu'après une décennie d'incurie financière et de négligence des affaires économiques de la part des libéraux, il nous faut maintenant attirer des capitaux spéculatifs pour soutenir le dollar canadien. Les investisseurs qui faisaient des placements solides et à long terme, ce qui permettait d'équilibrer nos comptes internationaux, ont tout simplement perdu confiance dans le Canada.

Nous déboursions presque 4 milliards de dollars en subventions aux importateurs de pétrole parce que sept ans après la constitution de l'OPEP, le gouvernement se refuse encore à admettre qu'il est nécessaire d'assurer notre autosuffisance énergétique. Pas plus tard qu'hier, le cheik Yamani, le compagnon de danse du premier ministre, laissait entendre qu'il se pourrait que le pétrole importé coûte \$80 le baril d'ici la fin de l'année prochaine; or le gouvernement continue de s'accrocher aveuglément à une politique énergétique qui fait fuir du pays les investissements canadiens. Cette stratégie fait fuir à l'étranger ceux qui font, au Canada, des découvertes énergétiques qui appartiennent aux Canadiens. Elle mine le climat susceptible d'attirer le genre d'investisseurs capables de nous aider à réaliser notre objectif d'autarcie énergétique.

● (2040)

Une voix: C'est conforme à leur politique.

M. Clark: Comme le fait remarquer mon collègue de la Nouvelle-Écosse, il faut blâmer leur politique qui a pour résultat de diviser le pays, de monter les Canadiens les uns contre les autres et de susciter dans l'Ouest du Canada un sentiment d'aliénation comparable à celui qu'un ancien gouvernement libéral avait suscité dans la province de Québec et qui a contribué à donner naissance au mouvement séparatiste.

M. Breau: Foutaises.

M. Clark: Il serait certes regrettable que le gouvernement libéral ne fasse rien à l'heure actuelle pour régler les problèmes très réels auxquels sont confrontés les Canadiens; il serait regrettable qu'il ne tente pas de planifier la croissance future et de renforcer l'économie du pays. Mais, malheureusement, la situation est encore pire parce que ses priorités sont tellement dépassées et aberrantes qu'il applique aujourd'hui des mesures qui feront encore plus de tort au Canada de demain.

[Français]

Monsieur le président, il s'agit bien ici d'une crise économique, peu importe que le ministre des Finances (M. MacEachen) l'admette ou le rejette de façon cavalière. Il s'agit bien aussi de la responsabilité la plus fondamentale de ce gouvernement, son obligation en tant que gouvernement national du Canada, savoir donner une solide orientation économique au pays. Ce gouvernement qui demande pourtant plus de pouvoirs refuse complètement d'assumer sa responsabilité à l'égard du

bien-être économique des Canadiens. Ce gouvernement n'a pas de politique économique, pis encore il n'a établi aucune priorité en matière économique.

[Traduction]

Monsieur l'Orateur, les Canadiens, inquiets de ce que l'avenir immédiat leur réserve, ont le droit de savoir également ce qui les attend dans un avenir plus éloigné. Aujourd'hui, chaque père ou mère de famille du Canada peut à raison se demander s'il ou elle gardera son emploi, s'il ou elle a la sécurité d'emploi ou si le gagne-pain familial sera compromis par les mesures économiques du gouvernement qui ont déjà causé la mise à pied de tant de ses concitoyens. Chaque Canadien qui a des enfants se demande si ses enfants auront du travail et s'ils peuvent compter vivre et élever leur propre famille dans un pays stable. Nos enfants doivent-ils se résigner à grandir dans un pays où il régnera de plus en plus d'insécurité et s'attendre à avoir de plus en plus de difficulté à trouver du travail et à s'assurer le genre d'avenir que les ressources de notre pays leur permettent d'espérer? De plus en plus de Canadiens savent que si leurs voisins sont en chômage aujourd'hui et que si l'industrie du caoutchouc de Kitchener multiplie les mises à pied à cause des mesures économiques du gouvernement actuel, eux-mêmes pourraient en subir le contre-coup bientôt. Cette menace qui pèse sur la sécurité d'emploi des Canadiens, cette menace qui empêche les Canadiens d'avoir les revenus dont ils ont besoin pour assurer la subsistance de leur famille, vient du fait que le gouvernement n'a non seulement pas su planifier notre avenir mais aussi qu'il n'a pas su suspendre l'application des programmes énergétiques et économiques qui ne font qu'aggraver la situation dans notre pays. Au lieu de nous aider à surmonter nos difficultés économiques, ces programmes les font uniquement empirer.

Des voix: Bravo!

M. Clark: Monsieur l'Orateur, tout ce que fait le gouvernement en guise d'initiative et de priorité c'est de donner à notre pays un programme constitutionnel qui divise notre pays et un programme énergétique qui fait partir les investisseurs, un programme énergétique qui fait fuir les emplois de l'Ontario, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, de l'Alberta et du Québec. L'adoption de cette série de programmes menace de déchirer le tissu industriel de notre pays. Ces programmes ont déjà compromis des milliers d'emplois dans notre pays. Ils ont enlevé au million de chômeurs que nous avons déjà tout espoir de trouver du travail. Ils ont fait cela dans le secteur énergétique, qui a été le seul secteur prospère de l'économie canadienne. Seul ce secteur pourrait servir de locomotive pour sortir notre économie du marasme. Mais le secteur énergétique en conséquence directe de la politique du gouvernement actuel, a connu une diminution sans précédent de la production et des emplois ainsi qu'une fuite sans précédent des investissements—non pas les investissements étrangers: ces derniers restent car avec cette politique libérale ils sont subventionnés pour rester. Les gens que fait fuir la politique libérale sont des Canadiens, des gens créateurs qui veulent partir et trouver des solutions pour faire croître l'économie.